

*Initiatives ministérielles*

Je voudrais avoir la possibilité d'interroger encore le ministre et les personnes compétentes en comité pour savoir si c'est bien la façon efficace, la bonne façon de procéder dans l'intérêt de l'industrie. Est-ce une bonne chose, pour la recherche et le développement dans notre pays, que de supprimer cette société d'État, qui s'occupe de brevets, et d'en céder la compétence à un ministère fédéral? C'est peut-être effectivement ce qu'il convient de faire, à moins que les scientifiques et les chercheurs du pays ne s'y opposent.

Je suis sûr que le député de Windsor—Sainte-Claire, membre et porte-parole de notre parti en matière de recherche et de développement, voudra poser une question ou deux à ce sujet un peu plus tard.

L'Office canadien des provendes, très utile pour nous, Canadiens de la campagne, est un autre organisme visé par le projet de loi. Ma circonscription qui se trouve en Saskatchewan est l'une de celles où les gens s'intéressent à cet organisme particulier. J'ai appris que l'essentiel des fonctions de l'Office canadien des provendes a été cédé au cours des deux, trois ou quatre dernières années au ministère de l'Agriculture, lequel remplit déjà les fonctions de l'organisme en question.

J'aimerais savoir là encore si les employés ont été traités correctement. Sont-ils satisfaits de leur nouvelle situation? Les groupements agricoles sont-ils satisfaits de la nouvelle situation? La compétence de l'office existant va-t-elle se faire sentir au ministère de l'Agriculture? Il s'agit de la deuxième société d'État qu'on va céder au ministère fédéral pertinent, si ce n'est déjà fait.

La Société de construction des musées du Canada, Inc. est la troisième à subir une telle cession. Créée il y a quelque temps, elle était chargée de la construction dans la région de la capitale nationale du Musée des beaux-arts à Ottawa et du Musée des civilisations à Hull, non loin des édifices du Parlement. Elle va également être cédée pour devenir une filiale de la Société immobilière du Canada Limitée.

Je pose les mêmes questions dans ce cas-là que celles que j'ai soulevées à propos d'autres sociétés et de leurs employés. J'aimerais aussi savoir à combien se chiffre le dépassement des coûts de construction de ces musées et pourquoi nous ne pouvons obtenir d'estimation plus précise des coûts de construction des édifices fédéraux avant d'octroyer et de signer les contrats.

Un grand nombre des citoyens canadiens qui ne vivent pas dans la région de la capitale nationale s'inquiètent des coûts de construction de ces deux remarquables édifices qui sont magnifiques. À mon avis, avant d'approuver la cession que propose le gouvernement fédéral, nous devrions convoquer les personnes compétentes pour leur demander de nous fournir des réponses à ces questions.

Enfin, la dernière société visée est la Corporation Place du Havre Canada, qui est chargée d'administrer les bâtiments et terrains de Place Canada à Vancouver ainsi que le pavillon canadien à l'Expo 86.

• (1050)

Cette société sera vendue, je présume, à une entreprise privée. Des six sociétés devant être démantelées ou éliminées par le gouvernement fédéral, c'est la seule qui, du moins à première vue, sera privatisée, selon la définition classique du terme, comme le gouvernement l'a fait avec Air Canada et d'autres sociétés au cours des dernières années.

Voilà donc les questions que nous nous posons dans notre parti. Nous voudrions que le comité ait l'occasion d'étudier en profondeur le cas des six sociétés afin de déterminer si leur dissolution ou cession se fera dans l'intérêt a) du pays, b) des employés de ces entreprises et c) des gens ayant des contacts avec ces sociétés, que ce soit les scientifiques ou les agriculteurs dans le cas de l'Office des provendes ou les Torontois dans le cas de la Harbourfront Corporation.

Je vais conclure, car je sais que quelqu'un d'autre veut parler avant 11 heures. Je déclare au ministre que nous aurons prochainement un projet de loi très important prévoyant la privatisation de Petro-Canada. Mon attitude alors sera très différente de celle que j'ai adoptée pour ces sociétés. J'estime que le gouvernement conservateur ferait une très grave erreur en privatisant Petro-Canada, surtout alors qu'il y a une crise dans le golfe Persique et le Proche-Orient.